



# Courrier International



Nous publions ici la traduction du n°125 - novembre 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur [www.litci.org](http://www.litci.org)

Le 7 novembre dernier, il y a eu des élections législatives et régionales aux Etats-Unis. Le parti républicain du président George Bush a subi une défaite cuisante. On ne peut comprendre ce résultat, qui affaiblit encore plus le gouvernement de Bush, que comme un reflet du cours défavorable de la guerre en Irak pour les Etats-Unis. Ce sujet est devenu le centre du débat électoral et la principale préoccupation des électeurs.

**A**près douze ans, le parti républicain a perdu la majorité à la Chambre de Représentants (Députés) ainsi qu'au Sénat. En même temps, les candidats du parti démocrate ont gagné le gouvernement dans au moins quatre des Etats qui étaient sous contrôle des républicains, dont New York. Il s'agit, évidemment, d'une défaite cuisante pour le gouvernement de Bush, qui sort clairement affaibli de ces élections.

## Le boomerang de l'Iraq

La défaite a une explication très claire : le cours défavorable de la guerre en Irak et de la politique de Bush au Moyen Orient s'est retourné comme un boomerang et a eu un impact sur les élections, comme une marée d'opposition populaire.

Pendant son gouvernement, Bush a parié fort sur « la guerre contre la terreur » et « la nouvelle stratégie » pour le Moyen Orient. Mais après quelques triomphes initiaux rapides, sa politique a commencé à échouer de plus en plus en Irak, en Afghanistan et au Liban. Au lieu de fortifier le contrôle des Etats-Unis dans la région, le résultat a été son affaiblissement et le renforcement

de la résistance iraquienne, du Hezbollah, de la Syrie, du régime iranien, etc.

Le borbier en Iraq a commencé à se transformer en une guerre apparemment impossible de gagner. C'est pourquoi, au secteur minoritaire de la société américaine qui a été contre la guerre depuis le début, s'est ajouté un autre, de plus en plus important, qui s'oppose à elle à cause des risques qu'elle implique.

L'opinion publique des Etats-Unis se rend compte, que le problème de la sécurité du pays s'est aggravée : des enquêtes préalables aux élections ont indiqué que 60% des Américains croient que la guerre en Irak a rendu une nouvelle « attaque terroriste » contre leur territoire plus probable, et plus de 50% est pour le retrait des troupes de l'Iraq.

Il est vrai que cette opposition contre la politique de Bush n'a pas produit, jusqu'à présent, les manifestations anti-guerre massives de l'époque du Vietnam. Mais elle s'est exprimée avec beaucoup de force dans les élections. Le sujet de la guerre a occupé le centre du débat électoral, contrairement aux élections législatives traditionnelles, où prédominent les sujets locaux et

spécifiques. Le résultat a été un « vote de punition » massif contre le gouvernement de Bush.

Un exemple du sentiment prédominant, et du changement qui s'est opéré dans beaucoup d'électeurs, est le triomphe de Tammy Duckworth, un ancien pilote d'hélicoptère militaire qui a perdu ses deux jambes dans la guerre en Irak : il a fait campagne en chaise roulante, s'opposant à la guerre, et il a été élu député pour le sixième district d'Illinois (dans les faubourgs de Chicago), un lieu où, durant les dernières 32 années, les républicains avaient gagné toutes les élections. Autre fait significatif : Keith Ellison a aussi fait sa campagne en demandant le retrait des troupes, dans le cinquième secteur de Minnesota, et il est le premier musulman noir, élu comme député dans le pays.

## Bush veut continuer la guerre.

Le gouvernement de Bush sort clairement affaibli des élections. Le président lui-même a admis la « claque » et a reconnu que « beaucoup de gens ont voté hier en protestation pour la situation en Irak ». Ce n'est pas par hasard que la première conséquence du résultat a été le licenciement-renoncement du secrétaire à la

Défense, Donald Rumsfeld, une des figures les plus identifiées avec la guerre.

Toutefois, malgré l'avis majoritaire du peuple américain, Bush a déclaré qu'il maintiendra les troupes en Iraq « jusqu'à la victoire » et que, sous aucune hypothèse, « ils en sortiront vaincus », parce que cela aurait des « conséquences désastreuses ». Autrement dit, il s'avère évident que son intention est de continuer la guerre.

### **Les démocrates sont d'accord**

Toutefois, il ne peut pas continuer avec cette politique sans l'accord des démocrates qui domineront maintenant le Congrès. En même temps, bien que, comme nous avons vu, plusieurs candidats démocrates aient gagné les élections avec des discours contre la guerre, les principaux chefs du parti, comme le sénateur Hillary Clinton, ont non seulement voté pour elle en 2003, mais ont toujours accompagné, depuis le Congrès, les décisions les plus importantes.

Après les élections, Nancy Pelosi, déléguée démocrate indiquée comme futur présidente du Congrès, a déclaré dans une entrevue à la CNN : « Il y aura, bien sûr, des auditions pour

examiner la stratégie en Iraq, mais Bush sera toujours le commandant en chef des Forces Armées dans les deux années qui viennent. » Ensuite, elle a écarté totalement la possibilité de réduire le budget de l'armée et elle a ajouté : « Nous ne laisserons jamais nos troupes sans ce dont ils ont besoin. »

C'est-à-dire, tout indique que la perspective la plus probable est un accord entre le gouvernement républicain et les législateurs démocrates pour continuer la guerre et, dans cette perspective, à définir ensemble la politique à suivre. Rappelons que d'autres lois importantes, comme celles relatives à l'immigration, sont aussi accordées de manière semblable.

### **Des raisons très profondes**

Les raisons pour que cet accord soit possible, sont très profondes. Tant le parti républicain comme le démocrate représentent, au-delà de leurs différences idéologiques, les intérêts de la bourgeoisie impérialiste des Etats-Unis. Pour cette bourgeoisie, le contrôle du Moyen Orient - la région qui possède les réserves d'hydrocarbures les plus importantes du monde - a une importance géopolitique stratégique à un moment où ces réserves commencent à décliner.

C'est pourquoi, pour l'impérialisme américain, sortir totalement vaincu de l'Iraq aurait, comme l'a dit Bush lui-même, « des conséquences désastreuses », non seulement dans la région mais partout dans le monde. C'est pourquoi, les deux partis vont faire l'impossible pour gagner cette guerre ou, au moins, pour obtenir un « match nul ».

### **Les perspectives**

Si notre analyse est correcte, la contradiction continuera, dans le futur immédiat, entre les aspirations de la majorité du peuple américain que les troupes sortent de l'Iraq, et la politique qu'appliqueront ses chefs. Les espoirs que le vote massif aux démocrates change le cours des choses seront frustrés. Ceci ouvrira la possibilité que le peuple américain comprenne que, pour obtenir satisfaction dans ses aspirations anti-guerre, il sera nécessaire de se mobiliser massivement contre la politique conjointe du gouvernement et du Congrès. Nous avons la confiance que, tôt ou tard, cela va arriver et que la lutte de la résistance iraquienne et les mobilisations massives aux Etats-Unis se combinent pour provoquer une défaite nette de l'impérialisme.

### ***Le véritable génocide***

Secrétariat de la LIT-QI

L'excuse utilisée par Bush pour envahir l'Irak a été qu'il allait « libérer » ce pays « de la tyrannie de Saddam Hussein » et installer une « véritable démocratie ». Aujourd'hui, pas même ceux qui ont justifié l'occupation croient en ces mots. Hans Blix, ex-chef des inspecteurs de l'ONU qui ont inspecté les supposées « armes de destruction massive » de Saddam, a déclaré récemment : « La tyrannie de Saddam était mauvaise mais la situation actuelle est encore pire ».

Les terribles conséquences que l'occupation impérialiste a eues pour le peuple irakien viennent d'être évaluées par une étude scientifique de l'Université John Hopkins, aux Etats-Unis. Cette étude révèle que, durant les dernières trois années, 655.000 irakiens sont morts comme résultat global des actions militaires, des bombardements sur des populations civiles, de l'activité des escadrons de la mort ou par le manque d'alimentation et d'attention médicale, suite à la guerre.

Autrement dit, l'impérialisme a commis, et continue à commettre, un véritable génocide en Irak. Ces chiffres montrent jusqu'à quel point de cruauté et de dédain pour les personnes, l'impérialisme est prêt à avancer pour soutenir son contrôle sur le monde. En même temps, cette réalité de l'occupation est ce qui nourrit la haine des Irakiens contre l'envahisseur et donne une base massive à la lutte de la résistance.

## L'impérialisme cherche des alternatives

Secrétariat International de la LIT-QI

**E**n analysant la situation au Moyen-Orient, dans *Courrier International* de juin 2006, nous disions : « Depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement de George Bush a essayé de récupérer à feu et à sang son contrôle absolu sur le Moyen-Orient, aidé, avec plus ou moins de contradictions, par l'impérialisme européen. Cette politique s'est traduite par l'invasion de l'Afghanistan en 2001, puis l'invasion de l'Irak en 2003. Dans les deux cas, l'impérialisme a obtenu des victoires militaires rapide : il a renversé le gouvernement des Talibans et celui de Saddam Hussein et il a installé des régimes coloniaux, soutenus par ses troupes militaires. Toutefois, une analyse de la situation actuelle montre que, loin d'avoir atteint son objectif de contrôler la région, l'impérialisme est en recul sur ses positions. Malgré une dure offensive militaire, qui constitue un véritable génocide, et malgré l'augmentation des dépenses de guerre, il ne parvient pas encore à contrôler la "première ligne de front" en Irak à cause de la résistance militaire qui bénéficie d'un soutien de masse. Or, il doit déjà affronter un "second front" de résistance en Afghanistan, pays qui avait pourtant l'air d'être sous contrôle, peu de temps auparavant. »

### La résistance devient plus forte

Les faits postérieurs ont confirmé cette analyse : la défaite israélienne au Liban et le cours des guerres en Irak et en Afghanistan affaiblissent de plus en plus la position de l'impérialisme dans la région. Même en Somalie on observe les échos des difficultés qui menacent les intérêts de Washington : les comités islamiques ont pris le contrôle de la capitale Mogadiscio sans que l'impérialisme puisse intervenir avec des troupes pour l'éviter.

En Irak, après trois années

d'occupation, la résistance armée se maintient, se renforce et devient de plus en plus audacieuse dans ses actions, alors qu'en mai de cette année le vice-président américain, Richard Cheney, a déclaré qu'elle « agonisait ». Voyons quelques données récentes.

Au mois d'octobre, plus de 100 soldats américains sont morts, le plus grand nombre mensuel de l'année. Selon les chiffres officiels, sûrement sous-estimés, plus de 2.800 soldats occupants ont déjà trouvé la mort dans le pays. Une des bases militaires les plus importantes, *Falcon*, dans le Sud de Bagdad, est pratiquement détruite, après plusieurs attaques de la résistance avec des mortiers.

Un rapport du chef du service secret des Marines des Etats-Unis indique que les soldats américains ont été incapables de mettre un terme au contrôle que la résistance exerce sur la vaste province occidentale d'Al-Anbar. En Amarah, dans le Sud du pays, une tentative d'imposer l'ordre aux milices de l'ecclésiastique Mואqta Al Sadr a terminé en un échange de tirs avec plus de vingt morts des forces armées irakiennes, sans atteindre l'objectif.

### Le nouveau gouvernement ne contrôle pas le pays

Dans ce même numéro de *Courrier International*, nous avons dit que « le nouveau gouvernement d'Al Maliki est d'une faiblesse profonde parce qu'il manifeste une grande division entre les différentes fractions bourgeoises qui le composent. »

Quelques mois plus tard, en proie à la désorientation et à la confusion, le premier ministre irakien a répondu à la presse qu'il n'était pas « une marionnette de Washington » (sic) et qu'il « ne voyait pas de motifs pour accepter un retrait immédiat » (des troupes occupantes). Bush lui a parlé par téléphone pour lui « confirmer » qu'il n'était pas une

« marionnette », mais qu'il allait « s'entendre » avec lui pour redresser la situation. Ensuite, Bush a déclaré à la presse qu'il avait dit à Al Maliki qu'il aurait pu « mieux agir » pour contrôler la sécurité en Irak et désarmer les milices.

### Al Sadr : un problème

Dans ses déclarations à la presse, Al Maliki a confirmé qu'il ne soutenait pas les attaques contre la milice d'Al Sadr (l'Armée Mehdi), qui avait été sous le feu des Marines américains et de l'armée irakienne ces derniers jours à Bagdad.

L'organisation d'Al Sadr fait partie du gouvernement marionnette d'Al Maliki avec plusieurs fonctionnaires, y compris avec des responsabilités de premier niveau dans la police irakienne. Mais, en même temps, elle représente un problème sérieux pour Washington parce que, en plus de ne pas accepter les ordres de rendre les armes de sa milice, elle a fêté la victoire du Hezbollah contre Israël au Liban avec une mobilisation publique.

Al Sadr est très proche des secteurs de la hiérarchie religieuse iranienne et sa force de militants chi'ites est maintenant plus puissante qu'en 2004 : en plus de son influence traditionnelle dans les quartiers chi'ites de Bagdad, s'ajoute maintenant une influence croissante à Bassorah et dans la région sud du pays.

Alors que Bush a la politique d'obliger Al Sadr à rendre les armes, Al Maliki a beaucoup de doutes pour faire face à un des rares soutiens qu'il a encore. En plus, une confrontation ouverte avec Al Sadr, le poussant à une alliance avec la résistance sunnite, peut rendre impossible la continuité de l'occupation impérialiste. Il est certain que, sans la politique encore négociatrice du régime de l'Iran et son influence sur Al Sadr, cette situation limite

pourrait déjà avoir explosé.

C'est-à-dire que la mission que les occupants impérialistes ont donnée à Al Maliki, de désarmer les milices, paraît complètement non-viable puisque le premier ministre irakien ne possède ni les bases politiques ni la force militaire pour l'accomplir. C'est pourquoi, la politique de parier sur une réduction progressive des troupes américaines, au fur et à mesure que le gouvernement marionnette contrôle la situation, n'est rien d'autre que de la « publicité trompeuse » de Bush.

### **Critiques des commandements militaires**

Cet affaiblissement se manifeste aujourd'hui dans un débat dans les pays impérialistes eux-mêmes, avec des remises en question importantes de la part des commandements militaires. Aux États-Unis, il y a quelques mois, six généraux se sont mis à condamner publiquement la politique du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, étant donné qu'elle constituait une menace pour la structure elle-même de l'Armée. Il y a peu, des sous-officiers et des soldats en service sont allés au Congrès pour demander un changement dans l'orientation du gouvernement concernant l'Irak. Les manifestations publiques des militaires en activité étant interdites, ils ont utilisé un subterfuge, certainement en accord avec les congressistes : ils ont déclaré qu'ils allaient les visiter, pour « *les informer sur ce qui se passe au front* ». En outre, les journaux publient de graves dénonciations de réservistes, comme celle de Kevin Tilmann, dont le frère est mort en Irak.

Le jour de sa nomination en tant que chef de l'Etat Major anglais, le général Richard Dannatt a dit au journal *Daily Mail* que son gouvernement « *devrait nous sortir (de l'Irak) sans tarder, parce que la permanence des troupes britanniques exacerbe les problèmes de sécurité* ». Alors que

la situation à Bassorah et dans le Sud l'Irak était jusqu'à maintenant tranquille, le fait est que les soldats anglais sentent mieux qui quiconque sa détérioration, avec l'augmentation des attaques de la résistance.

Autrement dit, ces militaires voient le risque que le cours de la guerre provoque une rupture dans les forces armées des pays impérialistes, un fait très grave du point de vue stratégique.

### **Les contradictions à fleur de peau**

La préoccupation ne touche pas seulement les militaires. Elle s'étend à de nombreux fonctionnaires et politiciens. Un diplomate haut placé des États-Unis a déclaré sur la chaîne de TV Al-Jazeera que son pays « *a agi avec arrogance et stupidité en Irak* ». Quelques jours après, rien moins que l'ambassadeur des États-Unis en Irak, Zalman Khalilzad, a déclaré solennellement, à côté du général George Casey, principal chef des troupes d'occupation, qu'il y aurait rapidement « *un calendrier de retrait* ». Comme cela se passe toujours dans des cas pareils, Donald Rumsfeld, actuellement mis à l'écart, s'est empressé de le réfuter.

Cette préoccupation est arrivée jusqu'à des chefs du parti républicain de Bush. Le président du Comité des Services Armés du Sénat, John Warner, a mis en doute la promesse de Bush que ce pays se transformerait en un « *modèle de transformation démocratique* ». La cuisante défaite républicaine dans les élections législatives récentes ne fera qu'augmenter cette tendance.

### **La carte de la division de l'Irak**

Toutefois, ce serait une erreur complète de croire que l'impérialisme américain acceptera tranquillement d'être mis en échec dans cette guerre, ce qui aurait, comme l'a dit Bush, des « *conséquences désastreuses* » pour ses intérêts.

C'est pourquoi, non seulement

Bush mais aussi la nouvelle majorité démocrate au Congrès des États-Unis vont faire l'impossible pour inverser la situation. Actuellement, le gouvernement Bush essaye d'utiliser la vieille politique de l'empire anglais : diviser pour régner.

C'est-à-dire, ils vont promouvoir la lutte interne entre les ethnies et les communautés religieuses irakiennes. De plus en plus, « l'option définitive » de l'occupant est celle de stimuler une guerre civile en Irak. Pour cela, ils utilisent à nouveau la tactique des « escadrons de la mort », appliquée par la CIA en Amérique Centrale dans les années 80, à la différence que ces escadrons se cachent maintenant dans différents courants religieux pour encourager la confrontation entre communautés. Une grande partie de ce qu'on appelle « la guerre civile » cache l'activité des « escadrons de la mort » de la Brigade Badr, dirigée par le parti chi'ite CSRI depuis le ministère de l'Intérieur lui-même. Voyons le récit suivant de Sabah Ali (*Iraq Solidarity*, publié dans *Rebelión* 25/10/06) :

« *Circuler sur les autoroutes de Bagdad devient extrêmement dangereux. Les gens disparaissent, sont kidnappés ou assassinés sur les autoroutes que les escadrons de la mort et les maffias criminelles contrôlent. Il n'y a que la Résistance qui protège les individus et les communautés. Le gouvernement se trouve du côté des assassins [...]. Les rues sont pleines d'individus avec des accents étrangers [...]. Les troupes américaines commencent le bombardement et les paramilitaires irakiens continuent ensuite le travail. Les politiciens utilisent leurs milices dans les deux bandes. Il est très important de se rendre compte qu'on ne mentionne jamais la Résistance dans les classifications des sectes [...]. Aujourd'hui [17 octobre] des milices en uniforme assassinent des sunnites, en obligeant les*

*familles d'abandonner leurs maisons en deux heures, tandis que les forces américaines se maintiennent en marge. 80 cadavres sont arrivés, uniquement à l'hôpital de Bêlez. Les villes irakiennes au Nord de Bagdad sont assiégées depuis des mois, tandis que des hommes en uniforme dans des véhicules des forces de sécurité attaquent, assassinent et kidnappent leurs citoyens. Nous devons admettre que les experts de la CIA en escadrons de la mort ont fait un bon travail. »*

Bush stimule ce type de confrontations dans le but d'avancer vers une division de l'Irak en trois « régions autonomes » (kurdes dans le Nord,

sunnites et chi'ites dans le centre et chi'ites dans le Sud) contrôlées par des gouvernements au service de Washington. En même temps, des contacts ont été entamés avec des organisations de la résistance sunnite, pour voir si on parvient à les incorporer aux négociations. Voilà le plan que la commission propose à Bush, la recherche d'une « issue » : si on ne peut pas contrôler le pays dans son ensemble, il faut le diviser et essayer de contrôler les régions séparément.

### **Il est possible de mettre l'impérialisme en échec**

Depuis la LIT-QI, nous croyons qu'il est possible de mettre en échec ce nouveau plan de Bush, comme cela a été le cas avec

d'autres projets. Plus que jamais, l'unité de la résistance, entre tous les secteurs et ethnies, est indispensable en Irak. Il y a eu déjà quelques pas en ce sens, comme la création du Commandement Politique Unifié de la Résistance Irakienne, où participent des organisations militaires, laïques et religieuses, majoritairement les sunnites mais aussi quelques chi'ites.

Nous croyons que ce processus doit s'étendre. Si cette unité se met en place et est combinée avec l'opposition croissante à la guerre aux Etats-Unis, les jours de l'occupation impérialiste seront comptés et la politique de division du pays sera aussi mise en échec.

## **La farce du jugement contre Saddam Hussein**

La première semaine de novembre, le tribunal qui jugeait le président irakien déchu, Saddam Hussein, l'a condamné à mort par pendaison pour le massacre de 148 habitants chi'ites du village de Dujail, au Nord de Bagdad, en 1982.

Saddam a été un dictateur qui a réprimé de manière sanglante le peuple irakien, spécialement les Chi'ites et les Kurdes. Il est responsable, sans doute, de ce crime et de bien d'autres. Toutefois, **ce jugement ne peut être qualifié que comme une farce complète, propre d'une « justice coloniale ».**

D'abord, parce que son véritable objectif n'est pas de « faire justice » pour le peuple irakien mais de couvrir d'un voile de « légalité juridique » l'invasion et l'occupation de l'Irak par des troupes impérialistes, dont l'excuse principale a été, précisément, de « libérer » ce pays de « la tyrannie de Saddam Hussein ».

Deuxièmement, parce que le tribunal qui l'a jugé fait partie d'un gouvernement marionnette, agent d'une occupation coloniale, qui a déjà causé 655.000 morts dans le pays (voir encadré) et qui utilise de manière non-discriminée la méthode de la torture et le massacre de civils. Les crimes commis par l'occupation sont beaucoup plus grands que ceux de Saddam, mais ils ne sont ni condamnés ni jugés. Au contraire, ils sont encouragés par le gouvernement américain et ses marionnettes en Irak. Rappelons que le gouvernement Bush vient d'approuver une loi qui autorise la torture des prisonniers considérés comme « combattants ennemis ».

En troisième lieu, on le condamne, avec une hypocrisie totale, pour un crime commis au moment

Secrétariat de la LIT-QI  
où Saddam était un allié de l'impérialisme américain et développait une guerre contre l'Iran, dans le but d'affaiblir la révolution dans ce pays.<sup>1</sup>

Durant ces années, l'impérialisme est resté muet face aux crimes de Saddam, comme il a toujours fait face à tous les dictateurs qui lui sont utiles. Rappelons la réponse de Franklin D. Roosevelt, président des Etats-Unis à l'époque, à ceux qui lui signalaient les atrocités commises par Anastasio Somoza père, au Nicaragua : « ce sera un fils de pute, mais c'est notre fils de pute ». Après l'invasion du Koweït, en 1990, Saddam a cessé d'être un « allié » et est devenu un « ennemi ». C'est pourquoi, les crimes précédemment admis sont maintenant « condamnés ».

Nous n'avons pas de doutes que Saddam mérite d'être jugé et condamné pour ses atrocités. Mais ni l'impérialisme criminel ni son gouvernement marionnette en Irak n'ont aucun droit, ni politique ni moral, pour le faire. Seul le peuple irakien a le droit légitime pour cela. Mais ce droit ne pourra seulement être exercé de manière effective que lorsque les occupants impérialistes et ses marionnettes irakiennes auront été mis en échec et expulsés du pays. C'est pourquoi, nous dénonçons ce jugement comme une véritable farce et nous rejetons la condamnation avec laquelle a terminé ce procès.

<sup>1</sup> En 1979, une grande révolution ouvrière et populaire a renversé le Sha Pahlevi en Iran, un des grands alliés de l'impérialisme dans la région. En septembre 1980, en utilisant comme excuses des divergences sur les frontières, Saddam a déclaré la guerre et a envahi l'Iran, avec l'approbation du gouvernement des Etats-Unis. En 1982, les troupes irakiennes avaient déjà été expulsées de la plupart du territoire envahi, mais la guerre s'est prolongée jusqu'en 1988, avec de lourdes pertes humaines et un affaiblissement économique des deux pays.